

Flambeau des Démocrates vote E. Macron : Les raisons

FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N°0491 du Jeudi 20 Avril 2017 PRIX : 250 F CFA

Editorial

Le temps de l'action

P.3

Inégalité de santé nutritionnelle des enfants au Togo



Une réalité... pas si alarmante !

P.5

Education au Togo

Les précomptes, l'autre problématique !

P.4



Komi Tchakpélé, ministre des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle

Société

Forum national du Foncier au Togo

L'urgence de la sécurité foncière

P.3



Sélim Klassou, PM

Décentralisation

Les inquiétudes et recommandations des UST

P.4



Prof David Dosseh, Coordonnateur des UST

SPORT

2^{ème} édition "Strong Man" Ikoudjor Abdulhaki alias Olowo, l'homme le plus fort du Togo

P.7



Série de formations des agents de l'OTR

Croisade pour la performance

Depuis le changement intervenu à la tête de l'Office Togolais des Recettes, l'institution multiplie les rencontres d'échange et les ateliers de formation de ses cadres et agents pour la réalisation de ses objectifs qui sont l'amélioration des recettes de l'Etat. Du 18 avril au 6 mai prochain, cadres et agents sont à l'école de l'évaluation des performances des collaborateurs et des techniques de l'évaluation en Douanes.

Financé par la Banque des collaborateurs. Elle est Africaine pour le Développement dispensée par le cabinet ICDI à travers le projet Pamoci (Projet (Institut Canadien pour le d'Appui à la mobilisation des Développement International) qui

l'évaluation des performances est la capacité de donner à l'organisation les outils pour développer la ressource humaine... L'objectif de cette formation, est de former les agents de l'OTR pour qu'ils s'approprient les techniques d'évaluation en douane...

Ressources et au renforcement du cadre Institutionnel), le premier atelier de formation a pour thème l'évaluation de la performance

travaille depuis un temps avec le gouvernement togolais. Pour le formateur Roger Otis, l'évaluation des performances



Photo de famille des participants

est la capacité de donner à l'organisation les outils pour développer la ressource humaine. « Il permet au collaborateur de connaître ses points forts, de connaître aussi ses points qui nécessitent une amélioration. Il lui permet de savoir où il va, savoir qu'il participe à la réussite de son organisation ». a indiqué le formateur. Plusieurs modules meublent cet atelier de formation

entre autres la méthodologie pour le choix d'une méthode d'évaluation, la gestion des talents, la gestion de la formation dans le développement individuel etc... La seconde formation prend-elle en compte techniques de l'évaluation en douane. L'objectif de cette formation, est de former les agents de l'OTR pour qu'ils s'approprient les techniques d'évaluation en douane, d'en assurer la vulgarisation et de

permettre à l'office de reprendre en main les services externalisés.

A l'ouverture du premier comme du second atelier, le Commissaire des Services Généraux a exhorté les apprenants à plus de sérieux pour faire de ces formations une réussite. « Je suis convaincu des qualités des formateurs et confiant en votre disponibilité de faire de ces formations une réussite », a fait savoir le commissaire des Services Généraux.

Notons que le Pamoci accompagne l'OTR sur trois axes notamment sur la mise à disposition du logiciel informatique, sur l'appui en assistance technique et sur les formations. Cette série de formations va s'étendre dans les jours à venir aux agents de l'OTR de la zone franche et aux agents postés au niveau des services pétroliers.

Isaac Tonyi



COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE ORGANISE UNE VASTE OPERATION DE REHABILITATION GRATUITE DES INSTALLATIONS TELEPHONIQUES A DOMICILE.

A CET EFFET, ELLE INVITE TOUT CLIENT POSSEDANT UNE INSTALLATION FILAIRE NON FONCTIONNELLE A SE RENDRE DANS TOUT ESPACE TELECOM POUR UNE PRISE EN CHARGE SPECIFIQUE DANS LE CADRE DE L'OPERATION.

TOGO TELECOM TIENT A RASSURER SON AIMABLE CLIENTELE QUE LES DISPOSITIONS PRISES CONCOURENT A AMELIORER DURABLEMENT LA QUALITE DE SES PRESTATIONS.

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE D'AVANCE DE VOTRE CONTRIBUTION A LA REUSSITE DE CETTE OPERATION.

LA DIRECTION GENERALE



MORRAD

— Location de Voitures —

Togo 91 515-100 / 90 019-336

Carrefour Atikoumé
Lomé -Togo

EDITORIAL

Le temps de l'action

Oh terre ! Capital précieux en Afrique, elle héberge les richesses du sous-sol, elle s'offre pour l'agriculture et à un cadre de vie selon la volonté de l'homme. Normal donc qu'elle soit source de toutes les convoitises et au cœur de tous les conflits qui déchirent la race humaine. Le roi de la musique togolaise peut continuer par éclore son inspiration sur les malheurs du foncier au Togo.

Le roi Mensah, par sa voix, a alerté l'opinion sur ce qu'il convient d'appeler les mésaventures dans le foncier au Togo. Combien de familles n'ont pas été décimées par les problèmes liés à la terre ? Combien de personnes n'ont pas laissé leur vie sur le chemin des litiges fonciers ? Oh ! Combien d'injustices commises dans le règlement de la plupart de ces litiges ? Combien de notaires, d'huissiers ou de juges n'ont pas bâti leur fortune sur l'étang de larmes laissées par des victimes innocentes de la terre ? Oh ! Combien de fois, la loi de la jungle n'a-t-elle pas été érigée en règle dans le règlement des litiges fonciers ? Voilà le lot d'obstacles qui se dressent sur le chemin du Togolais dont le premier des soucis est de construire son propre taudis, de s'offrir un pan de liberté sur son espace acquis au prix de durs labeurs.

Les jérémiades des uns et des autres ont fini par avoir raison depuis Mardi quand l'Etat a choisi son temps pour agir. Après donc la mise en œuvre d'une recommandation chère à la Commission Vérité Justice et Réconciliation(CVJR) qui est la réparation des préjudices des victimes des violences post-électorales, les décideurs poursuivent sur la belle lancée pour répondre aux exigences de la recommandation N°38 de ladite commission qui stipule que la sécurisation foncière est gage de la paix sociale. Tous les regards sont désormais fixés sur le forum du foncier au Togo.

Heureusement pour les populations que le gouvernement attache un prix au dialogue et au consensus pour une législation foncière qui n'écrase personne. C'est un présage rassurant que ce dossier n'ait pas été laissé au seul soin du ministère de l'urbanisme piloté depuis peu par un amuseur public qui aurait noyé les efforts de la sécurisation foncière dans un montage grotesque comme il en a pris goût depuis son passage au ministère de la culture.

Le foncier au Togo c'est l'action et non les discours politiques. Il faut aller au-delà des considérations politiques pour prendre les bonnes décisions et permettre aux populations de se sentir sur une seule et unique terre, celle de nos aïeux.

Isaac Tonyi

Forum national sur le Foncier au Togo

L'urgence de la sécurité foncière

Phénomène de la double vente, occupation illégale de réserves administratives, non-conformité des titres fonciers, la terre au Togo est source de plus de 90% des litiges pendants devant les tribunaux. Le problème foncier au Togo si complexe, mobilise désormais l'ardeur du gouvernement avec l'organisation du Forum national sur le foncier afin de trouver le juste milieu entre le droit coutumier et le droit moderne.



Photo de famille des participants

Depuis le 18 avril, experts venus du Maroc, du Tchad, du Sénégal ou encore de la Suisse planchent sur le crucial problème du foncier au Togo avec pour thème : « *une gouvernance foncière inclusive pour un développement durable : le temps de l'action* ». Il est donc question, face aux enjeux, aux rivalités qui entourent l'acquisition de la terre et son exploitation dans un pays où la terre appartient aux communautés, de réfléchir sur les voies et moyens de sortir le foncier togolais de son marasme actuel. Dans son mot d'ouverture, le chef du gouvernement Sélom Klassou a rappelé le contexte de l'organisation dudit forum qui répond à l'urgence de la sécurité foncière au Togo. « *Face à la pression démographique de plus en plus forte et les besoins financiers liés à une telle dynamique, il nous faut opérer des réformes urgentes et courageuses afin*

de finir avec la précarité des droits qui engendre l'insécurité foncière et constitue à la fois une contrainte majeure à la

« Face à la pression démographique de plus en plus forte et les besoins financiers liés à une telle dynamique, il nous faut opérer des réformes urgentes et courageuses afin de finir avec la précarité des droits qui engendre l'insécurité foncière et constitue à la fois une contrainte majeure à la croissance économique »

croissance économique » a-t-il indiqué. Le souhait du gouvernement, selon Sélom Klassou est d'arriver à un consensus social sur les législations devant régir dans la transparence et en toute sécurité le foncier au Togo.

Des réformes urgentes

Elles s'imposent face aux

spéculations foncières, aux tensions et conflits communautaires qui sont liés à la terre et qui deviennent une arête dans la gorge des dirigeants dans un mandat dit social. Il s'avère donc impérieux de réfléchir sur le dualisme entre la loi coutumière et la loi moderne pour adapter à la société togolaise une politique foncière qui mette en exergue une gouvernance foncière saine et ambitieuse. Le passage en revue de l'avant-projet de loi sur le foncier tel que l'a signifié le ministre de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie Me Fiatuwo Sessénou à l'ouverture des travaux, devrait permettre de favoriser le développement. Les attentes sont grandes pour tous les Togolais de trouver une solution définitive au problème du foncier au Togo. Les grandes décisions s'imposent donc à cette rencontre de haut niveau où tous les acteurs clés du

système foncier ont été pris en compte. L'urgence de l'heure recommande à cet effet que ce forum ne soit pas un de plus dans un pays où le vivre-ensemble est sérieusement affecté par les questions foncières.

Isaac Tonyi

Commercialisation du carburant de contrebande

Un mal rendu nécessaire

L'opération entonnoir a atteint le summum de la barbarie. C'est ainsi que l'on peut qualifier depuis quelques jours l'allure qu'ont prise la répression de la vente illécite du carburant et la traque des vendeurs qui débouchent sur des pertes en vies humaines.

Course-poursuite, tirs de gaz lacrymogènes, le quotidien de l'opération entonnoir est devenu une véritable guérilla sur toute l'étendue du territoire national. A Dapaong la semaine dernière, elle a débouché sur des affrontements entre populations et forces de l'ordre, entraînant l'arrestation de 7 jeunes qui croupissent depuis à la prison civile de Dapaong.

A Lomé le vendredi dernier, la voiture des policiers qui poursuivaient des contrebandiers a terminé sa course dans un caniveau sous les hautes tensions du grand contournement de Lomé, avec pour résultat, deux policiers qui ont rendu l'âme. La traque des vendeurs de « Boudé » occasionne aussi dans le camp des forces de l'ordre comme dans celui des contrebandiers, d'énormes



Col. Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

dégâts matériels et des pertes en vies humaines.

«Boudé», le mal rendu nécessaire

Non seulement le carburant de contrebande est la cause d'énormes dégâts matériels et de pertes en vies humaines, mais aussi sa commercialisation est un manque à gagner à l'Etat qui perd ainsi des milliards de frs CFA. Ce mal a été rendu nécessaire par

l'Etat lui-même qui n'a pas su combler les besoins des populations en matière de ravitaillement. Les stations d'essence inexistantes dans certaines villes et préfectures du pays, il était normal aux populations de recourir au carburant de contrebande. Le programme «Carburant pour tous», initiative qui prévoit l'implantation dans tous les coins du pays de mini stations pour apporter une solution à la rareté des produits pétroliers sur toute l'étendue du territoire tarde à prendre corps. Ajouté à cela, l'augmentation fantaisiste des prix des produits pétroliers qui renvoie les populations vers les contrebandiers dont les produits sont moins chers.

Il convient, à l'analyse de la situation, de prendre pour responsable l'Etat dans toute la tragédie qui se joue autour de la commercialisation du carburant de contrebande. Il devient à cet effet nécessaire pour le ministre de la sécurité et de la protection civile de repenser «l'opération entonnoir» afin de préserver les populations de tous ces malheurs et d'éviter les poches de tension qui se créent un peu partout sur l'étendue du territoire.

Isaac Tonyi

Processus de décentralisation au Togo

Les inquiétudes et recommandations des UST

Le sujet qui alimente aujourd'hui les débats. La décentralisation. Des acteurs politiques aux organisations de la société civile (OSC), tous en parlent. Le processus de décentralisation fait inexorablement son chemin au Togo. Après sa création, en janvier dernier par le gouvernement, le Conseil national de suivi de la décentralisation (CNSD) s'installe. Le Conseil des ministres a procédé, début avril, à la nomination de ses membres. Toutefois, si ce processus devant aboutir à l'organisation des élections locales avance à grands pas, les universités sociales expriment, elles, leurs inquiétudes.

Le 19 janvier 2017. Le Conseil des ministres prend un décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de Suivi de la Décentralisation (CNSD). Ce conseil connaîtra ensuite ses membres le 31 mars dernier. Ainsi formalisé, le cadre placé

de marginaliser la société civile dans la conduite de ce processus de décentralisation qui devra aboutir à l'organisation des élections locales et communales. Malgré leurs différentes rencontres avec les autorités en charge du dossier, notamment le ministre, y compris d'autres initia-

...les UST relèvent la persistance d'une sorte de confidentialité autour du sujet. Laquelle se traduit par le manque d'informations à l'endroit de la population.

sous l'autorité du ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales et dont la mission est de définir les mécanismes de coordination des appuis des partenaires techniques et financiers en matière de décentralisation, puis évaluer la mise en œuvre du processus de décentralisation enclenché depuis 1992. Mais la conduite de ce processus pourtant voulu de tous se révèle dure pour le gouvernement. Tant les critiques sont vives et fuses de partout.

Les politiques en avant-garde !

En effet, il n'y a pas longtemps, plusieurs partis politiques de l'opposition se sont remontrés contre la composition du CNSD. Certains, à l'instar du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), au travers d'un communiqué de presse, a vivement protesté contre ce qu'il appelle « une manœuvre » entre le pouvoir et l'Alliance nationale pour le Changement (Anc) visant à priver l'opposition d'une place au profit d'un de la majorité présidentielle. Pour sa part, le parti Nouvel Engagement Togolais (NET) a également exprimé son mécontentement au regard de la composition dudit conseil qui semble ne pas respecter toutes les conclusions et recommandations découlant de l'atelier de décembre 2016 sur la décentralisation.

Les inquiétudes des UST

Aujourd'hui, c'est le tour de la société civile de se prononcer sur le processus. Devant la presse mardi, ces acteurs regroupés au sein de la plateforme d'échanges « Université Sociale du Togo » (UST) ont exprimé leurs vives inquiétudes face au mythe qui entoure le processus. Malgré l'intérêt général autour du sujet, ces acteurs disent constater une volonté

tives entreprises en vue de faire le point sur le processus, les UST relèvent la persistance d'une sorte de confidentialité autour du sujet. Laquelle se traduit par le manque d'informations à l'endroit de la population. «Aujourd'hui, alors que les autorités avancent des dates diver-



Prof David Dosseh, Coordonnateur des UST

ses pour la tenue des élections locales, personne n'est en mesure de répondre aux interrogations des UST portant sur les critères qui fixent les ressorts territoriaux des communes, encore moins sur le mode de désignation des organes délibérants des collectivités territoriales », s'étonne Professeur David Dosseh, le Coordonnateur des UST. Mais par contre, elles disent constater que des informations persistantes font état des rapports et projets de textes dont certains sont officiellement inconnus des élus. Et de citer entre autres, le rapport général du Comité d'élaboration d'une feuille de route de la décentralisation au Togo et des élections locales (juin 2015), du

rapport général de l'atelier sur la décentralisation au Togo (décembre 2016), d'un exposé des motifs et un projet de loi portant création de communes et un autre projet de loi portant création de préfectures, tous signés du premier ministre le 24 mars 2016, d'un avant-projet de loi non signé, mais portant création de communes, plus précisément leurs dénominations, leurs ressorts territoriaux et leurs chefs-lieux. « Les UST sont inquiètes, très inquiètes, légitimement inquiètes. Elles souhaitent plus de transparence dans notre processus de décentralisation au Togo », poursuit Professeur David Dosseh en guise d'exhortation.

Appel pour un mouvement d'ensemble !

C'est fort de ces constats que les UST demandent au gouvernement de mettre à la disposition de tous les acteurs concernés par le processus, les documents susmentionnés et d'instaurer, par la même occasion, une communication permanente entre lui et les organisations de la société civile. Elles exhortent également le gouvernement à diffuser, avant que la loi portant ressorts territoriaux des communes ne soit votée, les critères pressentis pour les assises des communes, d'impliquer la population dans la création des communes pour aboutir à des assises communales consensuelles puis préciser, en somme pour la décentralisation, un cadre juridique précis et sans équivoque des structures déconcentrées, notamment les régions, préfectures, cantons et villages. Et pour ce faire, les UST en appellent au soutien aussi bien des partenaires techniques et financiers, les médias, les OSC que de la population pour la réussite de ce processus tant attendu. Car, «Le Togo a déjà trop souffert. Il n'est pas question d'ajouter aux maux existants, ceux d'une décentralisation bâclée ! », précise Professeur David Dossey.

Magloire TEKO

Education au Togo

Les précomptes, l'autre problématique !

Avec la concession faite par le gouvernement, l'on croyait au retour définitif à la normale dans le secteur de l'éducation au Togo. Mais tout porte à croire que les prochains jours pourraient bien déchanter plus d'un. Et pour cause. Pour une issue heureuse de l'année scolaire 2016-2017, les syndicats d'enseignants exhibent une autre revendication, les précomptes prélevés sur les salaires des enseignants grévistes.

Visiblement, l'on aurait trop tôt crié victoire dans cette longue crise ayant secoué le secteur de l'éducation depuis la rentrée 2016-2017. Les semaines d'après l'accalmie nous révèlent plutôt une situation précaire. Le gouvernement, pour une des rares fois, a fait des concessions que beaucoup ont reconnues et saluées. Aussi bien les enseignants, les parents d'élèves, la presse que tout autre acteur impliqué, tous ont exprimé leur satisfaction face à la décision du gouvernement visant essentiellement à valoriser le métier enseignant au Togo à travers l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants. Mais aussi et surtout la décision de résoudre définitivement la question du statut particulier de l'enseignant dont le comité en charge de la rédaction est déjà formé et à l'œuvre pour un

projet de statut qui devra être adopté avant la rentrée prochaine.

L'on en était là avec la reprise des cours et la décision de suspension de tout mouvement de grève, par la CSET et la FESEN, les deux syndicats d'enseignants au-devant de la lutte. Dans la foulée, le gouvernement a modifié les dates des examens. Et, selon la nouvelle configuration, le BAC I a lieu du 20 au 24 juin 2017, le BEPC du 04 au 07 juillet, le CEPD du 11 au 13 juillet puis le BAC II du 10 au 14 juillet. Et l'on attendait que l'année scolaire qui tend vers sa fin s'achève dans de très bonnes conditions. Mais attention ! C'est sans compter avec les enseignants qui semblent ne pas dire leur dernier mot. Ils menacent à nouveau de perturber la fin de l'année scolaire en cours si les précomptes ne leur sont reversés.

En effet, reçu en début



Atsou Atcha, Coordonnateur de la CSET

de semaine chez nos confrères de Radio Zéphyre, le Coordonnateur de la Cset, Yaovi Atsou-Atcha a évoqué le sujet des précomptes sur lequel, les enseignants n'entendent point lâcher prise. A en croire ce dernier, les précomptes faits sur les mois de novembre, décembre, janvier et février derniers n'ont pas encore été versés aux enseignants. Et de hausser le ton : «Le gouvernement doit restituer, au plus vite possible, le précompte aux enseignants afin d'éviter d'éventuels mouvements dans le secteur de l'éducation », a-t-il averti. En cas de refus, poursuit le

coordonnateur de la CSET, «La proposition des épreuves et les évaluations du 2^{ème} semestre trouveront des difficultés si on ne s'entendait pas sur la question des précomptes ! ». Toutefois, la CSET est favorable à toute sorte de discussions pouvant aboutir à la satisfaction des enseignants, a-t-il précisé, lançant ainsi la balle dans le camp du gouvernement.

Le gouvernement cèdera encore à cette nouvelle exigence des syndicats d'enseignants ? C'est la grande question qui se pose. En tout cas, rien n'est si sûr. Surtout au regard de la fermeté toujours affichée par le ministre Gilbert Bawara qui persiste fonder sa démarche sur la juridiction réglementant la Fonction Publique au Togo. De toute analyse, toute proportion gardée, il va sans dire que les précomptes constituent vraisemblablement une autre problématique qui, à cette allure, risque de répercuter à nouveau sur le secteur de l'éducation. C'est le wait and see !

Magloire TEKO

Inégalité de santé nutritionnelle des enfants au Togo

Une réalité...pas si alarmante !

La problématique de l'inégalité de santé nutritionnelle est d'actualité en Afrique. C'est également une évidence au Togo, bien que de sensibles efforts aient été faits. Une enquête menée en 2012 par l'Etat togolais, avec l'appui de l'Unicef en vue d'évaluer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, a peint une situation nationale certes problématique mais pas si alarmante. Selon les résultats de cette enquête SMART, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) nationale est de 5% avec une malnutrition chronique touchant 27,9%.

C'est une évidence. Dans les pays en développement, il est avéré que l'influence de la malnutrition sur la mortalité infantile pose, de facto, le problème des inégalités de santé chez les enfants de 6 à 59 mois et le déparasitage chez les enfants de 12 à 59 mois ainsi que les pratiques alimentaires des enfants de moins de 2 ans étaient également évalués.



Les enfants togolais dans une cantine scolaire

dans la Centrale, 5,3% dans la Kara et 7,8% dans les Savanes. En ce qui concerne la prévalence d'œdèmes chez les enfants inclus dans cette tranche d'âge, elle est portée de 0,1% avec deux cas enregistrés, l'un dans Lomé-Commune et l'autre, en région Maritime. Pour ce qui est du taux de malnutrition aiguë sévère (MAS), les taux inférieurs à 1% sont relativement faibles, pendant que la malnutrition chronique touche, elle, 27,9% des enfants âgés de 0 à 59 mois. Par ailleurs, cette enquête révèle que malgré une tendance à l'amélioration des pratiques d'allaitement, la qualité de l'alimentation de compléments demeure insuffisante, surtout en dehors de Lomé. Au sujet des indicateurs des bonnes pratiques alimentaires, cette enquête estime le taux d'allaitement à 98,6% sur le plan national, soit 96,6% dans Lomé-Commune, 98,8% dans la Maritime, 98,8% dans les Plateaux, 100% dans la Centrale, 98,8% dans la Kara et 99,5% dans les Savanes. Quant aux taux de mise au sein précoce, d'allaitement exclusif et de nombre minimum de repas, ils sont respectivement de 56,5%, 68,8% et 69,0% sur le

plan national.

Résultats : une réalité... mais pas si alarmante !

L'on peut conclure que bien que la malnutrition aiguë touche encore une proportion inacceptable d'enfants dans la région

nationale de la santé maternelle et de l'enfant sont d'un atout déterminant. Toutefois, l'enquête constate que le retard de croissance n'est pas en voie d'amélioration. Ce qui laisse penser, logiquement, que les conditions nutritionnelles sont encore loin d'être optimales au Togo. Ceci, soit pour causes d'infections trop nombreuses, soit de mauvaises pratiques alimentaires du nourrisson et du jeune enfant ou encore d'apport alimentaire insuffisant ou équilibré.

Recommandations...

Pour pallier la situation, le gouvernement doit orienter ses efforts sur le long terme en vue d'une réduction sensible de la prévalence du retard de croissance et surtout, évaluer les activités nutritionnelles de la politique de prise en charge de la malnutrition aiguë (Pecma) dont le Togo devra aussi veiller à la révision du protocole selon les nouvelles normes pour améliorer la couverture du programme. Par ailleurs, il est recommandé le renforcement des interventions

Au Togo, le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) nationale est de près de 5%... Pour ce qui est du taux de malnutrition aiguë sévère (MAS), les taux inférieurs à 1% sont relativement faibles, pendant que la malnutrition chronique touche, elle, 27,9% des enfants âgés de 0 à 59 mois.

nutritionnelle des enfants. Au Togo, c'est également une réalité, au regard des chiffres officiels issus d'une enquête nutritionnelle nationale. L'objectif visé par le ministère de la santé et la DGSCN (actuel INSEED) avec l'appui de l'Unicef est d'évaluer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans, au niveau national et par région, en période de soudure. Au cours de ladite enquête actualisée dont la collecte des données s'est effectuée du 20 juin au 7 juillet 2012 par échantillonnage, la supplémentation en vitamine A

Enquête SMART : l'unité de mesure !

Et le constat issu de l'enquête menée dans chacune des six régions sanitaires (Lomé-Commune, Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes) est net. Au Togo, le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) nationale est de près de 5% (4,9%). De façon détaillée, les taux de prévalence sont de 4,7% dans Lomé-Commune, 4,4% en région Maritime, 3,7% dans les Plateaux, 3,9%



Un enfant malnutri

... bien que la malnutrition aiguë touche encore une proportion inacceptable d'enfants dans la région des Savanes, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans n'est pas pour l'heure critique. Les multiples efforts du gouvernement togolais... sont d'un atout déterminant.

...il est recommandé le renforcement des interventions routines et campagnes de masse en vitamine A et en déparasitants. Une politique de vaccination de masse que le Togo poursuit de plus belle avec, aujourd'hui, des résultats probants en matière de supplémentation en vitamine A et d'Albendazole...

des Savanes, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans n'est pas pour l'heure critique. Les multiples efforts du gouvernement togolais allant dans le sens de l'amélioration et du renforcement de la politique

routines et campagnes de masse en vitamine A et en déparasitants. Une politique de vaccination de masse que le Togo poursuit de plus belle avec, aujourd'hui, des résultats probants en matière de supplémentation en vitamine A et d'Albendazole appréciée dans la sous-région avec un chiffre record avoisinant les 95%. Mais alors, il urge pour l'autorité de commander la réalisation d'une nouvelle enquête SMART en vue d'avoir une idée actualisée de la situation de la santé nutritionnelle au Togo.

Magloire TEKO

FLAMBEAU
des démocrates
HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

**Ni griot servile,
ni critique stérile**

Présidentielle 2017 en France

Flambeau des Démocrates vote E. Macron : Les raisons

Dimanche prochain 23 avril les Français vont être convoqués aux urnes pour élire le successeur de François Hollande dont le mandat tire vers sa fin. Au cours de la campagne électorale qui bat son plein, les différents candidats se rivalisent d'ardeur en vue de s'attribuer le maximum des suffrages lors du prochain scrutin présidentiel qui s'annonce serré au regard des potentialités des forces en présence et des mutations en cours.

Dans cette course effrénée vers le luxuriant fauteuil présidentiel français, les pays francophones d'Afrique dont l'accession à l'indépendance ne saurait couper le cordon ombilical les liant à leur ancienne puissance coloniale, ont leur mot à dire. Non pas pour élire directement un candidat, mais pour «œuvrer» afin que le prochain lo-

aux présidentielles françaises, s'exprime avec une telle conviction que votre journal ne peut s'empêcher d'appeler à voter pour lui. Dans ce numéro, nous proposons à nos lecteurs de larges extraits commentés de cet entretien accordé au journal le monde le 12 avril dernier. Si malgré le temps et les beaux discours tenus ça et là, le continent afri-



Emmanuel Macron

reconnaissance de ces crimes ? A cette question, le jeune candidat a été clair : La colonisation a-t-il relevé, a donné lieu à des violences qui ont nié l'humanité des victimes. Cependant, a-t-il ajouté « Je ne m'inscris pas dans la repentance, mais je ne souhaite pas non plus refouler ce passé dont la connaissance doit nous aider à construire un avenir apaisé. Apaisé dans notre pays où les historiens peuvent nous aider à regarder notre histoire en face. Et apaisé avec nos partenaires du Sud. C'est en assumant notre vérité sur notre histoire commune que nous pourrons regarder franchement l'avenir ».

Pour ce qui est de la lutte contre l'immigration massive en Europe et principalement l'installation des camps de migrants dans le Maghreb, Emmanuel Macron a une approche assez particulière. Traiter de ces questions impose d'élargir notre regard au-delà de nos frontières, a-t-il indiqué avant de poursuivre : « Ce sont les pays d'Afrique et du Proche Orient qui accueillent le plus de migrants....La France doit

tenir ses engagements en matière d'accueil des réfugiés. La création de camps à la frontière, n'est pas une bonne idée, on le voit en Libye. Mais il faut travailler en amont : contre les réseaux criminels des passeurs ; contre les causes des migrations en aidant les pays d'origine des migrants à offrir à leurs habitants, un avenir sur place. L'Europe peut proposer aux pays africains des accords mutuellement bénéfiques pour accompagner une politique migratoire maîtrisée et humaine ».

Comment la France peut-elle tirer parti de l'Afrique, régulièrement présentée comme un continent d'avenir? Quand je regarde l'Afrique, répond Emmanuel Macron, je vois en effet le continent de l'avenir.

L'Afrique, poursuit-t-il est en train de connaître une transformation sans précédent, avec une croissance continue depuis 2000....C'est pourquoi je veux établir un partenariat ambitieux entre la France, l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique qui renforce nos intérêts mutuels dans tous les

domaines...Aux côtés des relations entre Etats, ce partenariat s'appuiera sur les forces vives africaines et françaises : intellectuels, ONG, diasporas de France et d'Afrique, entreprises. Il nous faudra renforcer la qualité de nos échanges en facilitant la circulation des chercheurs et des entrepreneurs et mobiliser les investisseurs privés, français et africains, pour innover et créer de la valeur ensemble ».

Emmanuel Macron, entretient-il un lien personnel avec l'Afrique ou certains de ses dirigeants? « J'ai vécu quelques mois au Nigéria à l'occasion de mon stage de l'ENA (Ecole Normale d'Administration), ce qui m'a permis de découvrir le plus grand pays d'Afrique par sa population et par la taille de son économie. Dans le cadre de mes fonctions de ministre de l'économie, j'ai par ailleurs rencontré de nombreux responsables d'Afrique du Sud, du Nigéria, de Côte d'Ivoire ou du Sénégal...C'est pourquoi je veux approfondir les relations entre acteurs de la société civile et acteurs économiques », a confié l'orateur. Comme on le voit, le leader du mouvement En Marche Emmanuel Macron n'a rien de ces négriers ayant siégé dans les gouvernements successifs français et qui passent le plus clair de leur temps à s'accoquiner avec la Françafrique pour saigner à blanc, le noir continent avec bien sûr la complicité active de nos potentats. Nul doute qu'après sa victoire, il s'imposera comme un homme d'Etat français de type nouveau qui offrira à l'Afrique de véritables opportunités de développement et d'enracinement de la démocratie.

Loïcclas

... le leader du mouvement En Marche Emmanuel Macron n'a rien de ces négriers ayant siégé dans les gouvernements successifs français et qui passent le plus clair de leur temps à s'accoquiner avec la Françafrique pour saigner à blanc, le noir continent avec bien sûr la complicité active de nos potentats.

cataire du Palais des Champs Elysées puisse non seulement combler les aspirations de ses électeurs, mais également prêter oreille aux préoccupations du noir continent. Cette disponibilité, votre journal la perçoit à travers une interview du leader de En marche, Emmanuel Macron aujourd'hui en tête des sondages après Marine Le Pen La candidate FN malgré ses 39 ans. Tout au long de la campagne et dans cette interview consacrée à son programme Afrique, le plus jeune des candidats

cain ne s'est pas encore totalement remis des affres de la colonisation, c'est qu'à ce jour, l'ancienne puissance coloniale ne croit toujours pas devoir prendre les initiatives requises pour ce faire. Il n'y a pas longtemps, on se le rappelle, le président sortant François Hollande a fait preuve d'une reconnaissance sur les bouts de lèvres des crimes commis par la France pendant la colonisation. Quelle est la position d'Emmanuel Macron sur la question ? Souhaite-t-il aller plus loin dans la

Les Français aux urnes dimanche !

Cette semaine marque le dernier virage pour la présidentielle en France. Le dimanche 23 avril prochain, ils seront près de 50 millions d'électeurs français à envahir les bureaux de vote pour choisir leur président. Le onzième (11)^{ème}. A soixante-douze (72) heures du premier tour, l'adrénaline monte dans les différents QG, les lignes bougent et les choses se précisent...

Dimanche prochain, quelques 47 millions d'électeurs se rendront aux urnes en France. Et la cause est seule et unique. Porter leur choix sur le meilleur des onze candidats à la succession de François Hollande à l'Élysée. A quelques heures de la fermeture de la période des campagnes, l'effervescence est au rendez-vous. Qui pour confirmer son avance en continuant par rallier à sa cause, le maximum d'électeurs, qui pour refaire son retard et qui pour convaincre encore les indécis sur la pertinence de son programme. Et dans l'arène, tous se battent, corps défendant dans un contexte marqué par des craintes grandissantes d'attentats dont un projet imminent a été déjoué mardi dernier à Marseille.

Hier mercredi, le

candidat Benoît Hamon était en meeting à Paris sous haute surveillance. Pour ce faire, le candidat socialiste a vu sa sécurité renforcée par plus de 200 hommes. Et dans ce contexte quelque peu surexcité, François Fillon sur qui pèsent des risques avérés, selon le ministre de l'Intérieur Mathias Fekl, se retrouve de fait, le candidat le plus protégé de cette présidentielle. Une dizaine de policiers du Service de la Protection l'entoure en plus des officiers de Sécurité, des tireurs d'élite et des hommes du Raid. Dans le classement l'Unité de Coordination de la Lutte Antiterroriste (Uclat), a placé le candidat Republicain au Niveau 1 qui est celui des personnalités les plus menacées. Lundi, les services de sécurité lui ont demandé le port d'un gilet pare-balles qu'il a refusé.



Les 5 candidats favoris

Marine le Pen, elle, est au niveau 3 pendant qu'Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon sont au Niveau 4, donc les moins menacés. Et face à ces menaces d'attaques terroristes, les candidats se montrent tous fermes. Pour Emmanuel Macron, la réussite de ce coup montre l'implication et la qualité du travail des forces de l'ordre et de renseignement. «Cela nous rappelle que nous sommes toujours sous une menace terroriste très forte», a-t-il appuyé.

Pendant ce temps, tous les candidats participeront, ce jeudi soir, à l'émission politique organisée par France 2. Et d'après le dernier sondage Ipsos/ Cevipof pour

Sciences -Po et Le Monde réalisé auprès de 12.000 personnes, les candidats Jean-Luc Mélenchon et François Fillon sont en regain d'espoir. En clair, quatre (4) candidats se dégagent du lot. Emmanuel Macron perd certes deux places mais se retrouve en tête du classement avec 23% des intentions de vote. Marine le Pen qui perd aussi 2,5 places se retrouve en deuxième position des intentions de vote avec 22,5%. Quant à François Fillon, en dépit de ses démêlées judiciaires, il gagne deux points dans les sondages et se classe à la troisième position avec 19,5%. Mais la belle performance reste celle de Jean-Luc Mélenchon. Le candidat de "La

France Insoumise" perce toujours dans les sondages et gagne quatre nouveaux points avec à son actif, 19% d'intentions de vote. Pour Benoît Hamon, Dupont-Aignan et Philippe Poutou, ils font du surplace et restent au bas de l'échelle avec respectivement 8%, 4% 1,5%.

Toutefois, les mêmes sondages annoncent la forte probabilité qu'au second tour, tout candidat l'emporterait contre la candidate du Front National, Marine Le Pen. Toutefois, le grand victorieux de la présidentielle 2017 en France serait le leader du Mouvement Politique "En Marche", Emmanuel Macron. D'après les derniers sondages, l'ancien ministre des Finances sous François Hollande serait crédité de 61%.c'est ce que disent pour l'heure les chiffres. Les jours qui suivent nous situeront. Mais visiblement, Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron, le jeune politique de 39 ans a le vent en poupe !

Magloire TEK0

Maracana 2017 / ça démarre ce samedi

Ambroise Dèlokonon : « nous ne céderons pas ce titre aussi facilement »

Après un report, le démarrage du championnat de Maracana sera effectif pour le compte de la zone Lomé-golfe le 22 avril prochain.

Pour cette saison 2017, les 14 équipes engagées dans la compétition sont réparties en deux poules de 7 équipes. A l'issue de cette phase régionale, trois équipes de chaque poule seront qualifiées pour la phase nationale déterminante dans la succession à la Renaissance MC qui a remporté le titre deux fois consécutives notamment en 2015 pour sa première participation et la saison dernière. La Renaissance MC qui a conservé

son effectif depuis deux saisons avec des préparatifs pour la nouvelle saison entend réussir la passe de trois.

A quelques jours du démarrage de la compétition, le président de la Renaissance MC prévient ses challengers « *notre ambition c'est de conserver ce titre que nous avons remporté en 2015 et gardé en 2016, nous nous sommes préparés pour ça et nous ne céderons pas aussi facilement ce titre. L'envie d'aller*



Ambroise Dèlokonon, Président de la Renaissance MC

de l'avant reste un grand atout pour relever ce défi. A la Renaissance MC ce n'est pas une affaire du président ni de l'entraîneur, c'est une affaire de tous ». Voilà qui donne une autre saveur à la compétition où le titre reste tant convoité par une formation comme le MCL.

Organisé par la Fédération Togolaise de Maracana, ce championnat permettra d' étoffer la sélection nationale de Maracana qui sera à la coupe d'Afrique des Nations de la discipline cette année.

Del Jo

2^{ème} édition de la Coupe d'Afrique d'Equitation

Le cavalier Idrissou Ali, porte-étendard du Togo

La 2^{ème} édition de la coupe d'Afrique des Nations d'Equitation se déroule le 23 avril prochain en Côte d'Ivoire. Le Togo, comme lors de la première édition, sera représenté par le cavalier Idrissou Ali.

Vice-champion de sa catégorie lors de sa première participation avec une 3^{ème} place occupée par le Togo en équipe,



Le cavalier Idrissou Ali

le cavalier Idrissou Ali, de niveau Galop 7 formé au Club Hippique du Togo où il est devenu depuis peu un assistant moniteur, va de nouveau représenter le Togo. L'annonce a été faite par le vice-président de la Fédération Togolaise d'Equitation Bayor Massaoudou à la presse le 14 avril dernier. « *Idrissou Ali est en train de faire de très belles choses dans les disciplines équestres et il va de nouveau représenter le Togo en Côte d'Ivoire après sa performance en 2015* », a fait savoir le vice-président de la FTE. Après ses préparatifs à Lomé et au Bénin,

le cavalier entend valablement représenter le Togo. « *Je me suis bien préparé, j'ai travaillé avec des chevaux un peu compliqués et je suis prêt pour affronter la compétition* », explique Idrissou Ali.

Notons que lors de la première édition, Idrissou Ali est le seul cavalier local à prendre part à la compétition, les quatorze autres ayant misé sur des cavaliers expatriés. En attendant l'obtention de son agrément, la FTE finance sur fonds propres la participation togolaise.

Del-Jo

2^{ème} édition "Strong Man" Ikoudjor Abdulhaki alias Olowo, l'homme le plus fort du Togo

La 2^{ème} édition de Strong man, une nouvelle trouvaille dans la sphère sportive togolaise qui récompense l'homme le plus fort du Togo de par son endurance, sa vitesse et sa technique, a tenu toutes ses promesses le 17 avril dernier sur le terrain de la JCA.



Ikoudjor Abdulhaki alias Olowo

sue des différents exercices auxquels ils ont été soumis notamment le soulevé de pneus, des boules, le transport des valises et des sacs remplis de sable, l'athlète Ikoudjor Abdulhaki alias Olowo est sacré l'homme le plus fort du Togo pour la seconde fois consécutive après 2016. Il représentera le Togo en plus des deux autres qui complètent le podium, la compétition "Strong man" d'Afrique qui se tient en août prochain en Côte d'Ivoire.

Notons que la compétition Strong man différente du culturisme et de l'haltérophilie a été introduite au Togo par la structure Edoa TG qui en fait la promotion.

Del-Jo



Le lauréat entouré des organisateurs

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékouakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclat@ gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKLO (91 44 38 79)

Rédacteurs

Loïcclac

Del-Jo

Magloire Têko

Isaac Tonyi

Correcteurs

Edgar K. DJISSENOU

Edson Dogbè

Stagiaire

Oscar Sékaya

PAO

Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

FLAMBEAU
des démocrates

Ni griot servile, ni critique stérile

Compte Epargne Enfant



Parce que demain
se prépare aujourd'hui



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

